

**M. Argue:** Nous le verrons peut-être bientôt. Certains d'entre eux ont été satisfaits de certains écoulements, parce que ce programme a permis de liquider la production. C'est la seule solution que le gouvernement peut offrir au problème de la production agricole. Je proposerais au gouvernement qu'au lieu de recourir à ce prix moyen d'appoint—c'est le genre de verbiage que le gouvernement actuel aime employer dans ses lois—il établisse un prix minimum à l'égard des bestiaux et des porcs, en bas duquel il serait interdit de descendre. Le gouvernement devrait fixer certains minimums, prévoir certaines garanties, et fonder ces prix sur un bénéfice raisonnable pour le cultivateur en plus de son coût de production.

Je pense de plus qu'un paiement devrait être maintenant versé aux cultivateurs en plus de l'aide à l'agriculture des Prairies. En outre, si nous devons verser ce paiement d'un dollar l'acre qu'on fait toujours miroiter, je crois que le trésor fédéral devrait ajouter un paiement de \$5 dans le cas d'une récolte complètement manquée. Le gouvernement se fait toujours tirer l'oreille pour annoncer ce versement d'un dollar l'acre.

Le gouvernement a promis à la population de l'Ouest un régime complet d'assurance-récolte. Il nous a présenté un programme d'assurance-récolte qui, en somme, a été une faillite. Très peu de cultivateurs de l'Ouest ont pu se prévaloir des avantages de ce régime parce qu'ils ne pensaient pas avoir les moyens de payer les fortes primes prévues par ce prétendu régime d'assurance-récolte. Il ne fonctionne pas. Si le gouvernement avait rempli sa promesse faite à la population canadienne, si nous avions un régime d'assurance-récolte efficace, nous n'aurions pas à demander aujourd'hui au trésor fédéral de payer une indemnisation spéciale à l'égard d'un désastre. Nous aurions eu là un programme suffisant d'assurance-récolte, mais nous ne l'avons pas encore.

De fait, tout agriculteur qui demande de l'assurance-récolte doit, pour s'y rendre admissible, renoncer aux avantages découlant de la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas un plan d'assurance-récolte accessible seulement à quelques petites régions où les pertes ou risques de pertes ne sont pas grands, mais un plan d'assurance qui puisse s'appliquer universellement à tous les agriculteurs, sans tenir compte du risque couru.

**L'hon. M. Harkness:** C'est précisément ce que nous avons.

**M. Argue:** Ce n'est pas du tout ce que vous avez. Les agriculteurs qui courent les plus grands risques doivent acquitter une prime

qu'ils n'ont pas les moyens de payer; voilà ce que vous avez. Vous leur dites, par conséquent, que c'est là ce que vous avez de mieux à leur offrir et que nous devons conserver la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, loi que nous critiquons depuis tant d'années.

**L'hon. M. Harkness:** Vous ne parlez pas du tout d'assurance-récolte; vous parlez d'une forme quelconque de secours.

**M. Argue:** Mon honorable ami réussissait si bien comme ministre de l'Agriculture que le premier ministre l'a nommé à un autre ministère. Tous les agriculteurs se sont exclamés: magnifique! Nous approuvons cette mesure. Si le gouvernement désire un programme de défense plus populaire au Canada, le mieux serait, pour lui, de déplacer le présent ministre de la Défense nationale. Il devrait en faire un ministre volant. Chaque fois qu'il quitterait un ministère, ce serait le signe d'une amélioration des principes directeurs. Ministre de l'Agriculture, il a connu l'échec. Il a présenté la mesure en question, qui s'est révélée si illusoire, et aujourd'hui, alors que les agriculteurs de l'Ouest font face à la sécheresse et au désastre sans assurance-récolte, il déclare que le programme est bon, et qu'on s'occupe des agriculteurs de l'Ouest. Eh bien! monsieur le président, on ne s'en occupe pas. Ils sont voués à ne réaliser que des recettes nettement insuffisantes.

Tôt ou tard, le présent gouvernement va tenir des élections, et ce ne saurait être trop tôt pour la population du pays. Je suis certain qu'elle va se réjouir d'avoir l'occasion d'exprimer son avis sur une politique infructueuse, une politique qui a tourné à l'échec. Monsieur le président, je crois que le premier ministre ne s'est pas trompé lorsqu'il a dit que la prochaine élection porterait sur le conflit entre l'entreprise privée et le socialisme démocratique. Il ne saurait y avoir de meilleur pivot à une élection. Nous acceptons l'énoncé du premier ministre. Les libéraux ont occupé le pouvoir durant 22 ans et ils ont si mal conduit les affaires du pays que la population a fini par décider qu'un changement s'imposait sans retard. Les libéraux ont alors été supplantés par un autre gouvernement ami de la libre entreprise, dont les ministres déclarent, ne nous blâmez pas; nous ne pouvons pas dire aux fabricants d'automobiles du Canada quelle sorte d'autos ils doivent produire. Nous sommes tellement sur nos gardes que nous ne voulons même pas leur donner des conseils sur quoi que ce soit. Le gouvernement dit ceci: «Nous ne pouvons rien faire en ce qui concerne l'entreprise privée; elle se gouverne par elle-même. Tout ce que nous